



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

RAPPORT PAUVRETÉ 30 ANS DE REGARD SUR LA PAUVRETÉ

Le Secours Catholique publie aujourd'hui son trentième rapport pauvreté.

Celui-ci vise à analyser en profondeur l'évolution de la pauvreté et de la précarité au cours des 3 décennies en mobilisant les données statistiques disponibles, les analyses institutionnelles et les constats du terrain.

La France est l'un des pays les plus protecteurs d'Europe grâce à son modèle social, mais la pauvreté et la précarité y demeurent des réalités persistantes. Depuis 30 ans, les mutations économiques, sociales et démographiques, ainsi que les crises successives, ont profondément modifié les formes de pauvreté et les profils des populations concernées. En 30 ans, la pauvreté n'a pas reculé de façon significative mais a profondément changé de nature et aussi de visage. Une transformation sociologique des situations de pauvreté, des chômeurs aux personnes âgées à une pauvreté plus diverse incluant les jeunes, les travailleurs, les familles monoparentales et les femmes seules.

Une apparente stabilité

Un taux de pauvreté de 14,5 % en 1996 et de 14,4 % en 2022, qui peut donner l'impression d'une pauvreté figée, malgré une récente et nette progression en 2023 (15,4 %). Mais au-delà du revenu, la pauvreté se mesure aussi par les difficultés matérielles rencontrées au quotidien par les personnes que l'on accompagne (plus d'un million de femmes, d'hommes et d'enfants) comme l'incapacité à se chauffer correctement, des retards de paiement de factures, l'impossibilité d'accéder à une alimentation digne et les conséquences sur la santé.

1994 – 2024 : des profils qui évoluent, regard des bénévoles acteurs de terrain

En 1994, les bénévoles du Secours Catholique rencontraient surtout :

- des femmes seules avec ou sans enfants, aux carrières hachées par le travail précaire (temps partiel subi, contrats courts) en demande d'écoute, de conseil, de soutien et d'aide alimentaire.
- des ménages au chômage arrivant en fin de droits, demandant une aide administrative et une aide alimentaire face aux difficultés à retrouver un emploi.
- des hommes seuls de nationalité étrangère, en milieu urbain, en demande de vêtements.
- Des personnes seules, enchaînant les contrats courts (saisonnier, intérim) demandant écoute et soutien.



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

En 2024, ces quatre situations les plus fréquemment rencontrées ont évolué :

- des mères isolées en emploi précaire, en logement social, qui vivent dans une extrême pauvreté, demandant de l'aide alimentaire et des vêtements pour elles et leurs enfants.
- des familles de nationalité étrangère avec enfants en demande d'aide administrative face au durcissement de l'accès aux préfectures.
- des femmes isolées de plus de 50 ans, souvent avec un problème de santé ou un handicap, vivant en milieu rural, « cassées » par des boulots difficiles, en demande d'écoute et de soutien pour rompre l'isolement social.

1994 – 2024 : un changement de regard de la société sur la pauvreté

En 1994, le label de la grande cause nationale est attribué à des associations à vocation sociale et caritative, qui ont décidé de se coordonner pour organiser une campagne d'information radio-télévisée sur le thème de la solidarité face à la pauvreté. Notre premier rapport national en résulte. La pauvreté est vécue comme conjoncturelle, une mauvaise passe qui nécessite pour s'en sortir de protection sociale et de choix politiques en faveur de la solidarité.

En 2024, les personnes en précarité sont souvent assimilées à des “assistés”, qui ne feraient pas ce qu'il faut pour retrouver du travail, vivant largement d'allocations généreuses. Pourtant, la pauvreté est devenue structurelle. Un tel discours ignore la complexité de la réalité, accentue la stigmatisation et les fractures de notre société.

L'impact des crises successives et des réformes

Les chocs économiques (crise de 2008), sanitaires (COVID 19) et inflationnistes (2022-2023) ont été des accélérateurs de précarité. Bon nombre de situations de détresse rencontrées par l'association sont la résultante directe de réformes mises en place par les gouvernements. Que ce soient les réformes successives de l'assurance chômage, alors que le travail aujourd'hui reste précaire, ou la progression du non-recours au RSA, résultante de la peur de la stigmatisation et de la dématérialisation de toutes les démarches administratives.

Face à toutes ces évolutions, le Secours Catholique-Caritas France a adapté sur le terrain ses modes d'action au plus près des besoins des personnes mais aussi son plaidoyer auprès des pouvoirs publics.

En France, en 2024, grâce à 2 800 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer), 1 120 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.

À l'international, en 2024, 335 opérations ont été menées dans 38 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas) et 3,4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

www.secours-catholique.org



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

La délégation des Pays de l'Adour

Le Secours Catholique dans la délégation des Pays de l'Adour (Landes et Pyrénées Atlantiques), est présent dans **55 lieux d'accueil**, au sein desquels sont organisées 150 activités, animées par **1 720 bénévoles en 2024**.

L'année dernière ce sont **39 385** personnes qui ont été accueillies et accompagnées dans nos équipes.

32 boutiques, 4 accueils de jour, un café solidaire, des braderies, des actions collectives... toutes nos équipes sont mobilisées toute l'année pour les personnes qui en ont le plus besoin, et ces actions sont essentielles pour engager la relation avec les oubliés, les discriminés, les personnes seules et toutes celles qui veulent vivre la fraternité.

En quelques chiffres, voici une photographie des personnes accueillies mais notre mission va au-delà de ces tableaux et graphiques, et il est essentiel qu'elle ne soit pas résumée à ceux-là.

Les données sont issues de fiches statistiques complétées par nos bénévoles, toutefois elles ne représentent qu'un échantillon et doivent être prises comme telles.

Notre délégation étant géographiquement étendue, et comprenant des territoires très ruraux, bien plus urbains ainsi que des secteurs touristiques (côtes landaise et basque), il va de soi que les situations de pauvreté sont très différentes.

Les problématiques et les populations diffèrent que nous soyons dans les vallées béarnaises, sur l'agglomération bayonnaise ou dans le nord-est du département des Landes, mais nos équipes adaptent leurs accompagnements en partenariat avec les acteurs locaux qu'ils soient institutionnels ou associatifs.

Le Secours Catholique est une association rassurante de par sa longévité (nous fêterons ses 80 ans en 2026) et sa notoriété, mais aussi parce qu'elle est en constante adaptation et renouvellement en rapport avec la société et nos territoires.

Ce nouveau rapport statistique est national et donne à voir l'évolution des pauvretés, mais n'hésitez pas à venir pousser la porte de nos lieux d'accueil pour rencontrer les personnes qui œuvrent chaque jour en faveur d'un monde plus juste et fraternel !

Contact presse:

Vanessa Déjardins-Guillou – 06 09 85 60 65
vanessa.dejardins-guillou@secours-catholique.org

Trop souvent, on tend à limiter la pauvreté à une question d'argent. Pourtant, la pauvreté affecte toutes les dimensions de la vie. Pour faire changer le regard sur la pauvreté, ATD Quart Monde et le Secours Catholique - Caritas France, entre autres, se sont attachés à faire connaître et reconnaître les dimensions cachées de la pauvreté pour mieux la comprendre et donc, mieux la combattre.

Elle a permis d'identifier 8 dimensions cachées de la pauvreté. Ces dimensions n'ont pas le même poids dans la vie des uns et des autres, ni tout le long de leur vie.

“La pauvreté est une descente en cascade, un malheur entraînant un autre. C'est un enchaînement, un engrenage.”

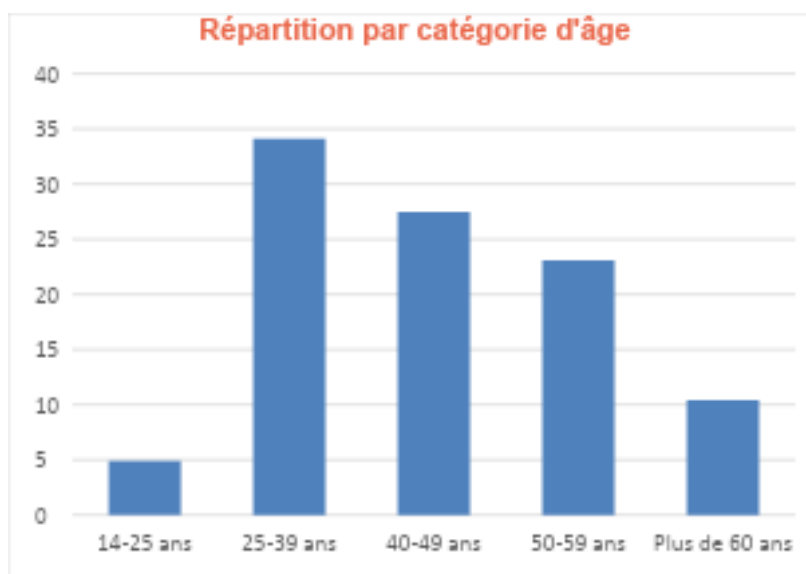
Le travail de recherche en France a mis en évidence le lien de dépendance entre les dimensions de la pauvreté **qui ne doivent pas être prises en compte séparément**. Elles ne sont pas définies comme des causes ou des conséquences car, selon la situation, une dimension peut être à la fois une cause ou une conséquence.

Mais spoiler alert : la pauvreté n'est pas une fatalité ! La situation de pauvreté peut s'améliorer ou empirer tout au long de la vie. Comprendre son fonctionnement et ses dimensions est un premier pas pour l'éradiquer.



Composition des ménages accueillis en 2024

	2014	2023	2024
Homme seul	20 %	34,5 %	43,2 %
Femme seule	18,1 %	23,1%	19,8 %
Couple sans enfant	5,2 %	6,5 %	8,3 %
Couple avec enfants	17,5 %	12,6 %	6,3 %
Mère isolée	32,7 %	18,4 %	15,6 %
Père isolé	5,3 %	4,2 %	6,8 %



Les données montrent une population majoritairement masculine et jeune, avec une forte représentation des 25 à 49 ans.

Les ménages isolés dominent largement les accueils, en particulier les hommes seuls, suivis des femmes seules et des mères isolées.

Les familles avec enfants sont beaucoup moins nombreuses.

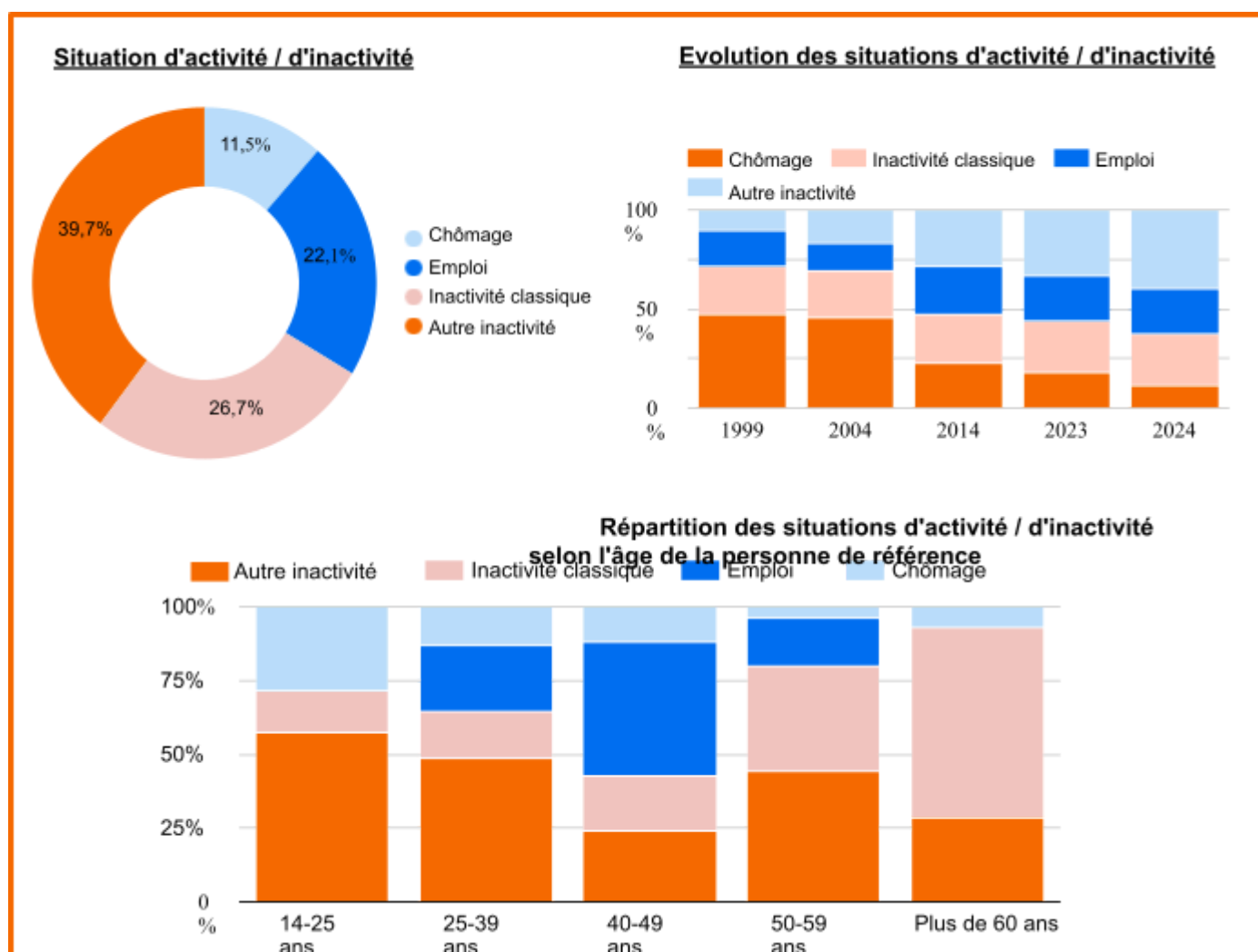
Ces éléments traduisent une fragilité sociale importante, typique des personnes isolées et peu insérées dans des réseaux de soutien.

Situation d'activité/d'inactivité

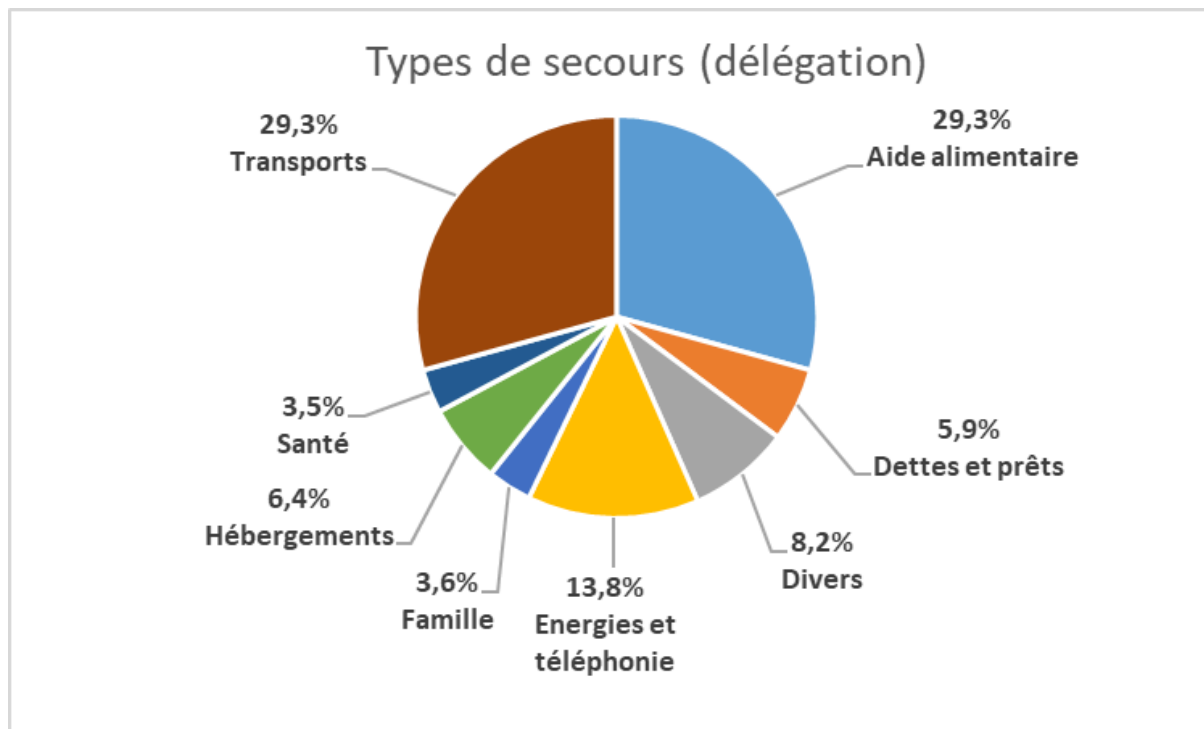
La majorité des personnes de référence se trouve en situation d'inactivité ou d'impossibilité d'accéder à l'emploi, notamment pour raisons de santé ou d'absence de droit au travail.

L'emploi, lorsqu'il existe, est majoritairement précaire : intérim, saisonnier, temps partiel ou CDD. Le chômage non indemnisé est largement majoritaire.

Ces éléments témoignent de trajectoires professionnelles irrégulières et de fortes barrières à l'insertion.



Secours attribués en 2024 dans les Pays de l'Adour



Les données présentées montrent que deux types de secours dominent largement l'ensemble des interventions : **l'aide alimentaire** et les **frais liés aux transports**, qui représentent chacune **29,3%** du total. Cela signifie qu'à elles seules, ces deux catégories concentrent près des deux tiers des demandes. La catégorie des transports met en lumière les difficultés de mobilité liées en grande partie à la ruralité de notre territoire.

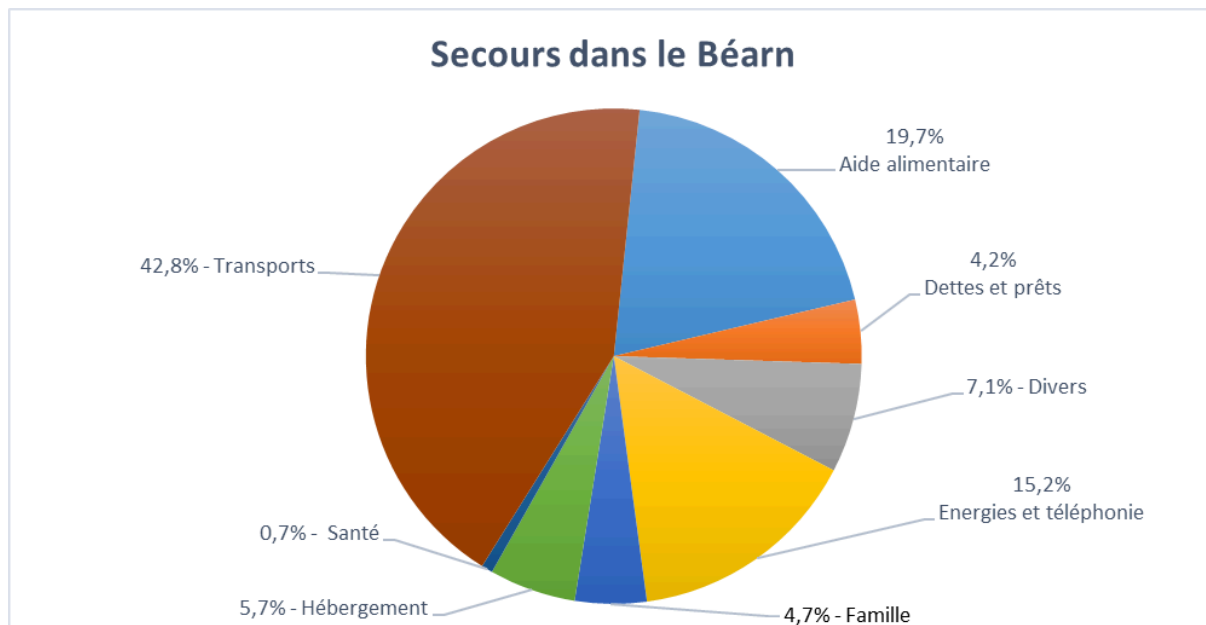
Viennent ensuite les aides liées aux **énergies et à la téléphonie**, qui comptent pour **13,8%**. Ce niveau important traduit les difficultés croissantes à faire face aux dépenses de base telles que l'électricité, le chauffage, l'eau ou la communication.

Les autres formes de secours occupent une place plus modeste mais restent significatives. Les aides **diverses** (frais juridiques, de formation...) représentent **8,2%**, tandis que les soutiens liés **aux dettes, aux remboursements de prêt ou à des prêts** comptent pour **5,9%**, reflétant des situations variées nécessitant un accompagnement ponctuel. Les **hébergements** (loyers et charges, hôtels...) constituent **6,4%** des secours, soulignant l'existence de besoins en logement temporaire ou en solutions d'urgence.

Enfin, les **frais liés à la famille** et la **santé** demeurent les catégories les moins représentées, avec respectivement **3,6%** et **3,5%**. Nous pensons que ces deux catégories de besoins financiers sont relativement bien pourvus par l'Etat.

Dans l'ensemble, la répartition révèle une forte concentration des demandes autour de l'alimentation et des difficultés de mobilité, tout en mettant en lumière une diversité de problématiques sociales auxquelles les secours doivent répondre.

Secours attribués en 2024 dans le Béarn



Le Béarn présente une répartition des secours très différente de la répartition générale.

Les transports y dominent largement (près de la moitié des secours), alors qu'ils sont beaucoup moins représentés dans la répartition de la délégation.

À l'inverse, l'aide alimentaire est nettement moins présente dans le Béarn que dans les données de la délégation.

Les énergies/téléphonie restent proches, tandis que les secours liés à la santé sont très faibles dans le Béarn. Les autres catégories (famille, dettes, hébergement, divers) restent globalement proches mais en proportions plus modestes.

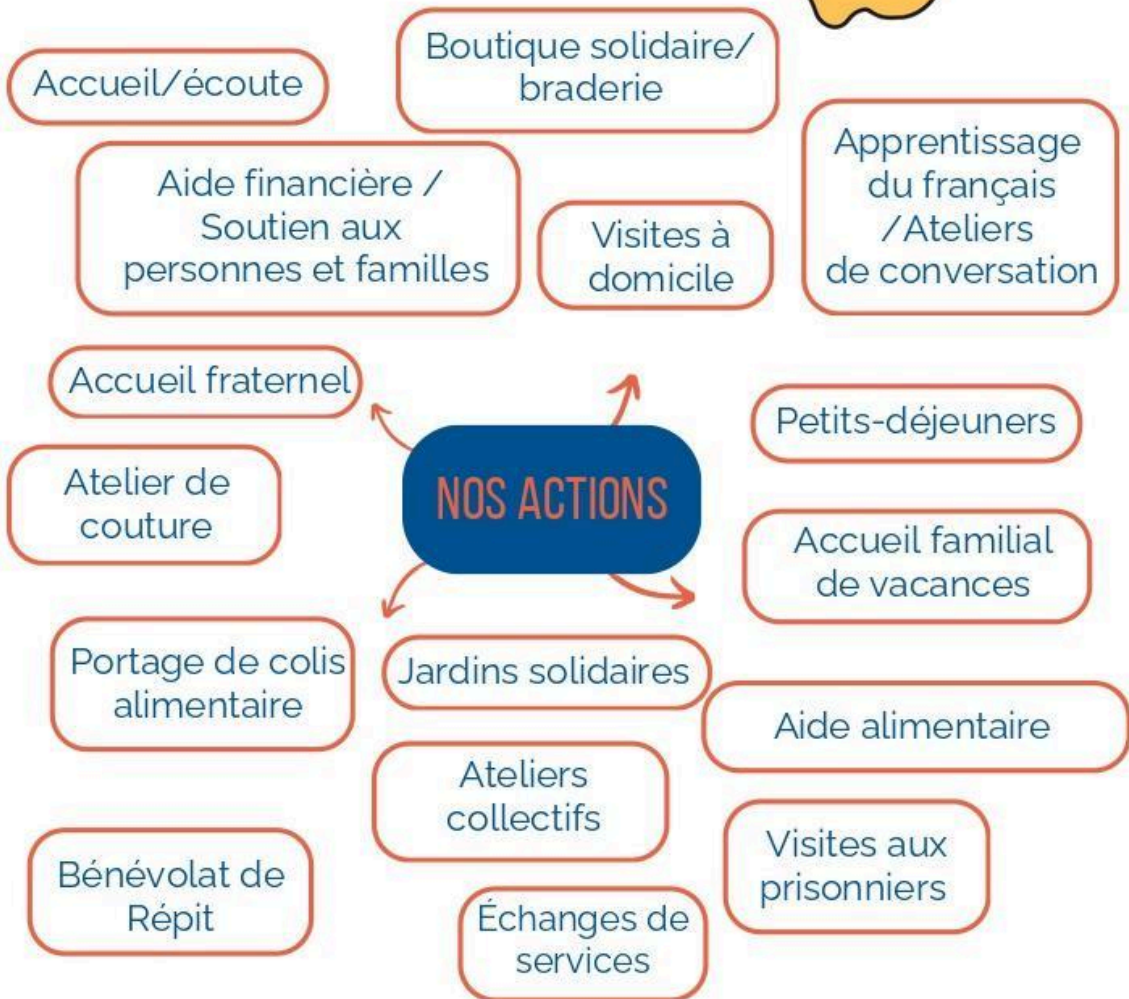
En résumé, le Béarn se distingue par une forte dépendance aux aides liées aux transports, contrairement à la délégation davantage centrée sur l'aide alimentaire et plus équilibrée entre les différents types de secours.



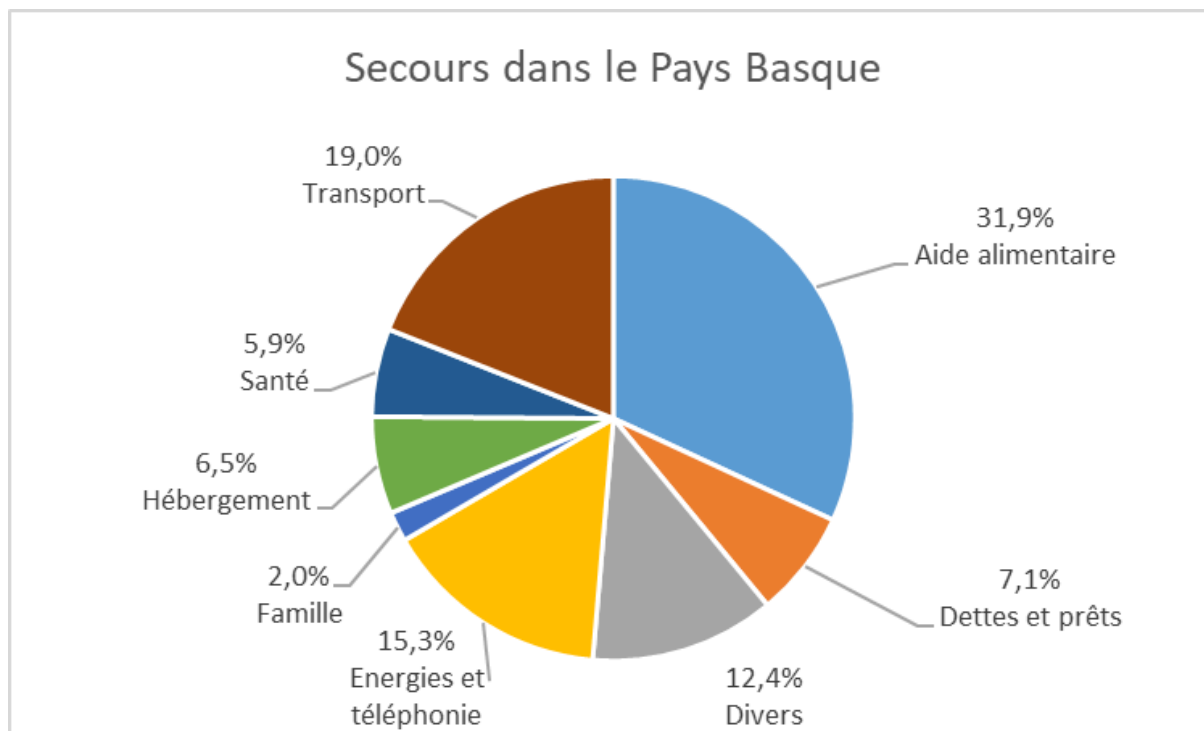
BÉARN

Pau - Lescar - Sauveterre - Orthez -
Salies-de-Béarn - Navarrenx - Vallée de l'Ousse -
Oloron-Sainte-Marie - Bassin de Lacq - Lembeye -
Serres-Castets - Nay - Arzacq - Morlaas

- > 21 082 personnes accueillies en 2024
- > 434 bénévoles



Secours attribués en 2024 dans le Pays Basque



En comparaison avec la délégation, l'aide alimentaire reste la principale forme de soutien, mais elle est encore plus importante au Pays Basque.

Ce territoire présente aussi des besoins plus élevés en matière de dettes, de charges du quotidien (énergie, téléphonie) et de santé.

À l'inverse, les secours liés aux transports et à la famille y sont proportionnellement moins sollicités.

Globalement, le profil du Pays Basque montre des besoins plus centrés sur les dépenses essentielles et les urgences financières.



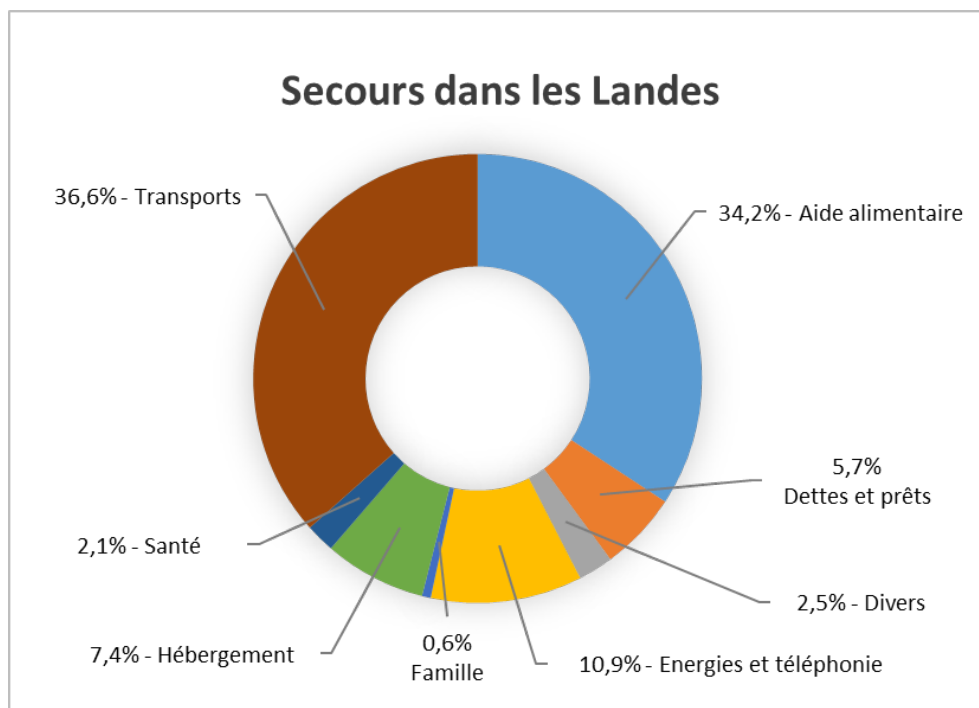
PAYS BASQUE

Anglet - Bayonne - Bidache - Biarritz - Espelette
 Hasparren - Hendaye - Mauléon - Saint-Jean-de-Luz
 Saint-Jean-Pied-de-Port - Saint-Palais

- **8248 personnes accueillies en 2024**
- **540 bénévoles**
- **12 lieux d'accueil**



Secours attribués en 2024 dans les Landes



Les **secours liés aux transports** occupent une place plus importante dans les Landes (36,6% contre 29,3%). Cela révèle un contexte territorial où la mobilité est indispensable, notamment dans un département vaste, rural en partie, et où l'accès aux services nécessite souvent l'usage d'un véhicule.

L'**aide alimentaire** constitue également une part plus importante dans les Landes (34,2% contre 29,3%).

À l'inverse, certaines catégories sont moins sollicitées dans les Landes. C'est le cas des **secours divers**, qui passent de 8,2% dans la délégation à seulement 2,5% localement. Cette baisse notable peut indiquer un recours plus ciblé des ménages landais aux aides clairement définies, ou encore une moindre présence de situations atypiques nécessitant ce type de soutien.

De même, les aides **liées à la famille** (0,6% dans les Landes contre 3,6% en délégation) et celles liées à la **santé** (2,1% contre 3,5%) sont proportionnellement moins fréquentes sur le territoire. Cela pourrait s'expliquer par des relais institutionnels ou associatifs plus efficaces dans ces domaines, ou par des profils de bénéficiaires différents dans les Landes.

Les **dettes et prêts** restent globalement stables (5,9% contre 5,7%), montrant une problématique financière comparable. Enfin, les **aides à l'hébergement** sont légèrement plus présentes dans les Landes (7,4% contre 6,4%), ce qui peut refléter des tensions ponctuelles liées au logement ou à l'accueil d'urgence.

En résumé, les Landes se caractérisent par une demande particulièrement forte en matière de transports et d'aide alimentaire, tandis que des catégories comme les aides diversifiées, familiales ou de santé y sont moins sollicitées. Ces écarts soulignent l'importance d'adapter les dispositifs d'accompagnement aux réalités territoriales.

Biscarrosse - Capbreton - Castets - Mimizan - Hagetmau -
Saint-Vincent-de-Tyrosse - Soustons - Labouheyre - Roquefort -
Villeneuve-de-Marsan - Morcenx - Amou - Pouillon - Pontonx -
Montfort-en-Chalosse - Dax - Saint-Paul-lès-Dax - Peyrehorade -
Mugron - Mont-de-Marsan - Aire-sur-l'Adour - Saint-Sever - Geaune

➤ **10 055 personnes**
accueillies en 2024

➤ **596 bénévoles**

